

CONSEIL DE COOPERATION NORD ATLANTIQUE
PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES

Europe centrale à la recherche de sa sécurité

Par Mikhaïl Baïakovski

1999

1. Introduction. 3

2. Europe centrale. Dimensions de la sécurité. 5

2.1. Elargissement de l'OTAN à l'Est. 5

2.2. Russie et la sécurité européenne. 9

2.3. Implications du conflit yougoslave. 14

2.4. Problèmes et contradictions du nouveau système de la sécurité européenne. 16

2.5. Etude de cas. La République slovaque. 22

3. Conclusions. Vers la sécurité démocratique du XXIe siècle. 30

Bibliographie 32

Ouvrages 32

Articles 32

1. Introduction.

La fin des régimes communistes en Europe centrale et orientale suivie par la disparition de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie a changé fondamentalement l'approche de la notion de sécurité en Europe. Si pendant la guerre froide la sécurité s'est essentiellement résumée à la sécurité militaire, elle obtient aujourd'hui de nouvelles dimensions qui prennent une importance croissante. On peut en citer les suivantes, tout en faisant attention à leur forte interdépendance.

La sécurité démocratique qui est assurée avant tout par la stabilité des institutions politiques dans les pays concernés, y compris la participation populaire à l'exécution du pouvoir par les moyens de la démocratie directe ou représentative (les élections libres régulièrement effectuées par le suffrage universel), la protection des normes démocratiques, ainsi que des droits de l'homme et des minorités nationales. Le rôle important dans la formulation du concept de la «Sécurité démocratique du XXI^e siècle» appartient au Conseil de l'Europe, le seul organisme qui réunisse quasiment tous les pays européens.

La sécurité économique qui est profondément liée à la stabilité démocratique des pays de l'Europe centrale. Le bon fonctionnement de l'économie de marché est alors un des fondements majeurs de la sécurité. Le rôle important dans la réussite des réformes économiques est joué par l'Union européenne qui vise l'intégration économique des pays de l'Europe centrale les plus avancés vers la première décennie du siècle prochain ainsi que développe les relations économiques basées sur les Accords d'association avec l'ensemble des pays. Les autres organisations internationales et régionales peuvent être mentionnées et surtout l'Association centre-européenne de libre-échange.

La sécurité environnementale qui montre l'exemple d'un problème qui n'est pas limité par les frontières étatiques et nécessite donc la coopération internationale et régionale. L'adoption par les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne des normes environnementales qui constituent un acquis communautaire exerce-t-elle aussi une influence notable sur la façon dont s'y déroule la transition économique. La

politique et la sécurité énergétiques revêtent une importance primordiale pour les pays de l'Europe centrale qui sont pour la plupart privés de leurs propres ressources et de matières premières. Leur situation géographique leur offre néanmoins un avantage comparatif qui consiste en la localisation sur les voies du transit énergétique.

La prévention des conflits régionaux et interethniques devient aussi un aspect important de la sécurité en Europe centrale et orientale. La fin du XXe siècle est caractérisée par l'absence de conflits interétatiques, mais l'on voit des conflits intraétatiques prendre leur place. Ils opposent soit des groupes ethniques rivaux, soit le pouvoir central et des groupes paramilitaires séparatistes. Par conséquent, le rôle de l'OTAN, seul organisme efficace en maintenance de paix, a augmenté pendant les dernières années. Quant à l'OSCE, organisme régionale composé par les pays européens, les Etats-Unis, le Canada et les pays de l'Asie centrale, on l'y voit de plus en plus exercer les fonctions des Nations Unies. La prévention de conflits ethniques reste cruciale pour la stabilité démocratique en Europe centrale et orientale.

La disparition des pratiques totalitaires en Europe centrale et orientale ainsi qu'une relative ouverture des frontières entre les pays ont contribué de façon positive au développement des échanges commerciaux, culturels, etc., mais en même temps la porte a été ouverte à l'internationalisation du crime organisé. Le trafic de drogues, d'armes et de matériaux nucléaires est devenu un des problèmes majeurs de la sécurité dans cette région. Il faut ajouter à cela le fait qu'une des routes importantes de l'immigration illégale ou non-controlée en provenance des pays de l'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Europe de l'Ouest passe par l'Europe centrale et orientale. C'est la raison pour laquelle la coopération dans le domaine de la justice, police et affaires intérieures est également nécessaire pour le maintien de la sécurité.

2. Europe centrale. Dimensions de la sécurité.

2.1. Elargissement de l'OTAN à l'Est.

La question de l'élargissement de l'OTAN à l'Est s'avère épineuse et très controversée. Elle constitue le point central de nombreuses discussions entre les politiciens, journalistes et publicistes de part et d'autre de l'Atlantique. Si un consensus relatif peut être observé dans les classes politiques en Russie (contre l'élargissement) et dans les pays candidats à l'adhésion (pour l'élargissement), aux Etats-Unis et en Europe occidentale de chaudes discussions ne se sont pas arrêtées même après la décision prise au sommet de Madrid qui a défini le premier groupe d'adhérants : la République tchèque, la Pologne, la Hongrie.

Deux groupes distincts peuvent être distingués dans les rangs des partisans de l'élargissement :

Le premier groupe, représenté au niveau officiel par Strobe Talbott, affirme que l'élargissement de l'OTAN n'est pas orienté contre la Russie, mais «fait promouvoir l'intégration, crée l'environnement sûr pour la prospérité dans la région où deux guerres mondiales ont commencé ». Cette opinion est souvent partagée par les représentants de l'administration de Clinton et de l'OTAN. Ils insistent sur le fait que ce développement est positif pour la Russie, car elle, «pas moins que nous tous, a besoin de la stabilité et de la prospérité en Europe centrale».¹ Certains politiciens proches de l'administration clintonienne ont quant à eux des motivations purement pragmatiques : attirer des votes des ressortissants de l'Europe centrale.

Le deuxième groupe est composé des politiciens et experts qui ne considèrent pas la fin du communisme en Europe comme une victoire des peuples de l'Europe de l'Est

¹ Albright, Madeleine, «Granice wolności. Dlaczego większe NATO będzie lepsze», *Rzeczpospolita*, le 19 janvier 1997.

et de l'Ouest sur les régimes totalitaires, mais comme une victoire des Etats-Unis et de l'OTAN remportée sur l'Union soviétique et le Pacte de Varsovie. Ils considèrent le transfert d'une partie des territoires de l'ennemi battu aux vainqueurs comme conséquence de cette victoire. Ils continuent à percevoir la Russie en adversaire politique et militaire. Cette logique peut être illustrée par les travaux de Samuel Huntington. Il essaye de tracer la ligne de séparation entre les peuples européens suivant leur appartenance à une des confessions chrétiennes (d'un côté les catholiques et les protestants, les slaves orthodoxes de l'autre) et il donne à cette subdivision une importance primordiale. Il définit en même temps l'OTAN d'aujourd'hui comme «l'organisation de sécurité de la civilisation occidentale» et son but primaire consiste ainsi «à préserver cette civilisation».² Suivant sa logique, «l'adhésion à l'OTAN doit être ouverte aux pays de Visegrad, aux Etats baltes, à la Slovaquie, à la Croatie, mais pas aux pays historiquement musulmans ou orthodoxes ». Encore plus loin va dans son article publié par *Washington Post* Stephen Rosenfeld qui proclame que «une ligne de démarcation existe d'ores et déjà en Europe : la ligne de culture et des traditions. D'un côté se trouve l'Europe, la Russie de l'autre».³

On peut y ajouter certains d'autres qui raisonnent toujours en termes de la guerre froide. Ce sont notamment les représentants des sociétés productrices d'armements qui ont besoin de la justification idéologique qui permette d'éviter la réduction des dépenses militaires et de capturer de nouveaux marchés d'armements dont ceux de l'Europe centrale et orientale font partie.

Beaucoup d'experts reconnus s'opposent néanmoins à l'idée d'élargissement à l'Est. Ils considèrent que l'exclusion de la Russie risque de jeopardiser la situation en Europe et de conduire à des résultats qui soient contraires aux buts proclamés. Malgré un succès relatif de la signature de l'Acte fondateur OTAN - Russie et la participation de la Russie dans l'opération de l'OTAN en Bosnie, le sentiment d'exclusion du processus de construction du système européen de sécurité est en Russie assez fort. L'élargissement de l'OTAN va ainsi «renforcer les tendances

² Huntington, Samuel, «The West Unique, Not Universal», *Foreign Affairs*, novembre - décembre 1996.

³ Rosenfeld, Stephen S., «La Russie si loin de l'Europe», *Courrier international*, no. 323, 1997.

nationalistes, militaristes et anti-occidentales dans l'opinion russe, aura l'effet inverse sur le développement de la démocratie russe, reconstituera l'atmosphère de la guerre froide dans les relations Est - Ouest et réorientera la politique étrangère russe dans les directions non voulues », affirme George F. Kennan. Il estime aussi que l'élargissement de l'OTAN constitue « l'erreur la plus fatale de la politique américaine durant la période d'après guerre froide ». ⁴ La plupart d'experts libéraux et modérés adhèrent à cette opinion et considèrent qu'il n'y a pas pour l'heure de vide de sécurité en Europe centrale, et l'élargissement ne peut que créer de l'instabilité. ⁵

Le commentateur britannique renommé Simon Jenkins considère l'adhésion des pays de l'Europe centrale à l'OTAN comme l'équivalent de missiles russes au Cuba. "Les soldats et diplomates britanniques admettent en privé que l'élargissement peut être faux juste en ce moment de l'histoire russe. Même les têtes plus raisonnables en Europe centrale sont d'accord." Pour les diplomates et politiciens britanniques l'élargissement de l'OTAN est "comme l'échauffement global, narco-cartels ou même l'élargissement de l'Union européenne. Cela tient les conférences occupées, les avions volant et les hôtels complets" ⁶. Il estime que « l'élargissement de l'OTAN offre aux trois (ou peut-être cinq) nations les garanties pratiquement sans sens, dans la manière laquelle met en danger gravement leur sécurité de l'est. Cela les encourage d'être moins attentives dans les relations avec la Russie, et encourage la Russie d'être plus pharaonique dans les relations avec eux. Madeleine Albright appelle les sceptiques européens d'arrêter regarder l'élargissement comme un jeu de somme nulle. Mais elle propose un jeu de somme négative ». Simon Jenkins conclue que « M. Kennan est âgé de 92 ans et il a vu la Russie dans toutes les humeurs. Quelque chose que l'homme âgé connaisse mieux ». ⁷

⁴ Kennan, George F., « NATO Expansion Would be a Fateful Blunder », *International Herald Tribune*, le 6 février 1997.

⁵ Voir Mandelbaum, Michael, *The Dawn of Peace in Europe*, A Twentieth Century Fund, New York, 1996.

⁶ Simon Jenkins, « The new escalation », *The Times*, le 19 février 1997.

⁷ Ibid.

Un autre analyste, Ian Davidson, se réfère aussi à George Kennan. Il pense que l'élargissement de l'OTAN sera le moindre problème s'il est effectué en tandem avec l'élargissement de l'Union européenne. En expliquant l'impossibilité de ça il souligne la différence fondamentale entre l'Union européenne et l'OTAN. Après son élargissement l'OTAN ne sera pas changée - dans les termes opérationnels. «La raison est politique: l'OTAN est gérée par l'unanimité, c'est-à-dire par les Etats-Unis. Stratégiquement, l'élargissement de l'OTAN transformera l'Europe, probablement pour le pire». Mais la structure opérationnelle restera même. Ian Davidson estime que si l'OTAN est élargie, ça peut jeopardiser les relations nucléaires et conventionnelles entre l'Est et l'Ouest.⁸ Encore un expert américain Charles A. Kupchan considère les schémas proposés de l'élargissement de l'OTAN comme dangereux. Il stresse que le problème est dans la nature de l'alliance, qui n'a pas été vraiment changée après la guerre froide⁹. Sénateur démocrate Bill Bradley estime aussi que l'élargissement immédiat de l'OTAN sera une erreur colossale. «Par l'avancement de l'OTAN vers les frontières de l'ex-URSS ...on va revitaliser l'impression de traite militaire de l'Ouest dans la conscience de beaucoup de Russes»¹⁰. Le financier et mécénat d'origine hongrois George Soros se méfie aussi de l'établissement des lignes de division en Europe par l'élargissement de l'OTAN¹¹. Robert R. Barry, ancien ambassadeur des Etats unis en Bulgarie et Indonésie conclue que «l'intégration de l'Europe centrale à la structure militaire de l'OTAN est une fausse solution pour la promotion de la démocratie et de l'économie de marche en Europe».¹²

Un rapport élaboré par deux grands instituts indépendants - *The British American Security Information Council* (Basic) et le *Center for European Security and Disarmament* (CESD) - signale que toute extension vers l'est de l'OTAN affaiblirait l'engagement des membres de l'Alliance à appliquer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires¹³. L'élargissement est mauvais aussi pour l'OTAN, parce que cela

⁸ Ian Davidson, «In the fast line», *Financial Times*, le 19 février 1997.

⁹ Charles A. Kupchan, «Reviving the West», *Foreign Affairs*, mai – juin 1996.

¹⁰ Bill Bradley, «Eurasia Letter: A Misguided Russia Policy», *Foreign Policy*, hiver 1995-1996.

¹¹ Stanislav Drahný, «Soros se boji rozšireni NATO», *Lidové Noviny*, le 16 mai 1997.

¹² *Foreign Policy*, automne 1996.

¹³ «Study on NATO Enlargement. Destabilizing Europe», *BASIC Research Report*, Londres, no 2, 1995.

diminue son efficacité comme l'alliance militaire, - c'est l'opinion de William Pfaff, publiée à *International Herald Tribune*. Il pense que la sécurité des états de l'Europe centrale est «un concerne légitime, mais il y a des meilleures manières de garantir leur indépendance sans leur adhésion à l'OTAN».¹⁴ Les plans de l'élargissement de l'OTAN ignorent la nécessité impérative de l'attitude inclusive, mais pas exclusive de l'Ouest envers la Russie. "C'est pourquoi l'élargissement de l'OTAN est tellement dangereux".¹⁵

2.2. Russie et la sécurité européenne.

Une question cruciale doit être posée avant toute discussion concernant la place de la Russie dans le système de sécurité européenne, est-ce que l'OTAN a gagné la guerre froide et la Russie l'a perdu ? Alexei Arbatov donne une réponse négative à cette question. Selon lui, l'Union soviétique a été détruite de l'intérieure, d'abord par les réformateurs de la période de Gorbatchev, et puis par le mouvement démocratique en Russie. Cela a conduit à la fin de la guerre froide. C'est-à-dire l'empire soviétique a été vaincu par l'entente et par les tentatives de reformes internes, mais pas par la pression externe. Gorbatchev a libéré l'Europe de l'Est afin de développer la coopération politique avec l'Ouest et les démocrates russes ont libéré les autres républiques soviétiques afin de mettre fin au régime communiste de Gorbatchev. C'est pourquoi A. Arbatov estime que la Fédération de Russie est un vainqueur principal de la guerre froide, pas les Etats-Unis et leurs alliées. Si on partage cette opinion on ne peut pas comprendre les actions entreprises par les puissances occidentales car elles conduisent à l'isolement de la Russie et à sa marginalisation dans la scène européenne politique et de sécurité.

L'opinion que l'Occident a remporté la grande victoire de la guerre froide face à la Russie est partagée non seulement par les milieux conservateurs de tous les deux côtés de l'ancien rideau de fer. Néanmoins, suite à cette victoire l'Occident a pu choisir une des deux stratégies à appliquer à une puissance vaincue, renvoyant chacune au traitement réservé à l'Allemagne à l'issue de deux guerres mondiales: soit

¹⁴ William Pfaff, «Russia: Made an Outsider Again by America's NATO Policy», *International Herald Tribune*.

¹⁵ Ibid.

l'humiliation du perdant, à la manière de la paix de Versailles de 1919, soit son intégration à l'Europe comme le cas de la République fédérale d'Allemagne après la deuxième guerre mondiale. Gilbert Achcar affirme à ce propos, que l'expérience historique plaide d'autant plus pour la seconde formule que la Russie de 1991, comme l'Allemagne de 1945, connaissait une mutation radicale, se ralliant au libéralisme politique et économique de cet Occident qu'elle avait si longtemps combattu.¹⁶ Cette opinion est partagée par plusieurs politiciens et experts, par exemple par politologue américain Alexandre Janov.

L'analyse de Sergueï Kortunov¹⁷ montre que l'élargissement de l'OTAN sans participation de la Russie est contraire à ces intérêts vitaux. La maintenance de la paix et de la stabilité en Europe, le renforcement de la coopération avec tous les pays de l'Europe, les Etats-Unis et le Canada sont parmi ces intérêts vitaux. L'espace unique de la sécurité européenne correspond pleinement aux ces intérêts et l'élargissement des alliances militaires, incluant une partie des pays de la région, conduit au développement des processus de confrontation et à la destruction de cette espace.

Selon Sergueï Kortunov, les politiciens et les fonctionnaires de l'OTAN ne peuvent pas répondre aux simples questions :

- si l'OTAN est une alliance militaire, contre qui elle est dirigée ;
- si l'OTAN est un système collectif de sécurité, pourquoi la Russie n'est pas invitée à l'adhérer.¹⁸

D'autre part, il affirme que l'élargissement de l'OTAN représente une menace militaire pour la Russie et que le renforcement du potentiel militaire de l'OTAN ne correspond pas au potentiel de défis et menaces à la sécurité européenne. Ici il faut préciser que Sergueï Kortunov est un expert modéré et qu'il représente le courant plutôt libéral de l'élite politique russe. Il faut aussi dire que c'était écrit avant l'action militaire en Yougoslavie qui l'a donné une confirmation supplémentaire. L'inquiétude de la Russie à propos de l'élargissement de l'OTAN est absolument justifiée et c'est

¹⁶ Achcar, Gilbert, «Toujours plus à l'Est», *Le Monde diplomatique*, avril 1999.

¹⁷ Êĩððóíĩâ, Ñãðããé, Èìì ãðñêèà àì áèöèè è íàöèííàèüíúâ èíðãðñú, Ì ÍÍÔ, Ì ñêèà, 1998.

¹⁸ Ibid.

confirmé même par Henri Kissinger quand il écrit qu'il faut résister aux changements dans l'environnement international, indépendamment de la forme de la menace ou des ces justifications.¹⁹

La Russie est ouverte à la coopération avec l'OTAN et elle ne veut pas revitaliser la confrontation. Néanmoins les derniers événements, y compris l'élargissement de l'OTAN et l'action militaire en Yougoslavie, jouent au profit des partisans de la nouvelle division de l'Europe, selon l'approche «civilisationniste» formulée par Samuel Huntington. Là il faut ajouter qu'il s'éloigne de cette approche dans son dernier article²⁰ en acceptant d'une part l'importance primordiale du jeu de puissance dans les relations internationales et d'autre part la similarité des cultures de l'Europe occidentale et orientale, y compris l'Ukraine et la Russie.

Ce point culturel et historique est aussi important pour comprendre pourquoi la Russie doit faire partie de toute structure de sécurité collective en Europe. «C'est sans doute l'essentiel, la Russie est l'Europe. Orientale, cyrillique, compliquée, mais l'Europe quand même. La Serbie aussi. Sans parler de la Grèce. ... C'est avec ces pays-là, et certainement pas contre eux, que nous bâtirons l'Europe de demain. », écrit Pascal Décaillet.²¹ Cette opinion n'est pas partagée par les milieux les plus conservatrices à l'Ouest et en Russie. Eux, ils cherchent des qualités et caractéristiques uniques pour la Russie, afin de prouver que la Russie ne fait pas partie de la civilisation occidentale en général et européenne en particulier. Les ouvrages de Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski ou Samuel Huntington en font preuve et les intellectuels russes, partisans de la ligne dure dans la politique extérieure, comme Sergueï Babourine ou les représentants du courant dur de l'école de pensée connue comme «eurasianism»²² représentent une autre dimension des mêmes idées. Les eurasiens se caractérisent comme «l'opposition spirituelle» au régime du Président Boris Eltsin. Leur conception de puissance est proche de celle des réalistes et ils trouvent ces sources

¹⁹ Kissinger, Henry, *Diplomacy*, Simon and Shuster, New York, 1994, p. 812.

²⁰ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

²¹ Décaillet, Pascal, «Kosovo, la piste russe», *L'Hebdo*, no 15, le 15 avril 1999.

²² Voir Tsygankov, Andrei P., «Hard-Line Eurasianism and Russia's Contending Geopolitical Perspectives», *East European Quarterly*, XXXII, no. 3, automne, 1998.

intellectuelles parmi les écoles de pensée occidentales et russes. Les idées des euroasianistes contemporains se diffèrent de celles de leurs prédécesseurs par l'affirmation de la signification et du caractère unique de la culture russe et de la nécessité à résister l'influence occidentale.

Alexei Arbatov²³ montre néanmoins que la Russie est un pays européen par excellence, malgré ses caractéristiques particulières définies par sa situation géographique spécifique. Les Slaves de l'Est faisaient toujours partie de l'Europe et le choix de la chrétienté fait preuve de leur nature européenne. La chrétienté a été adoptée par Vladimir le Saint de l'Empire byzantin et elle a prédéfini l'appartenance de la Russie à la civilisation européenne bipolaire, ce qui représente la bipolarité de l'ancien Empire romain avec Rome et Constantinople. Le développement politique et économique en Russie a été ralenti pendant le joug mongol et ce phénomène était souvent exploité afin de prouver la nature non-européenne de la Russie. Néanmoins les périodes pareilles ont été vécues non seulement par pays de l'Europe de Sud-Est y compris la Hongrie occupée par l'Empire ottoman pendant presque 200 ans (1526-1699), mais aussi par l'Espagne et le Portugal. L'Empire russe restait toujours différent des empires coloniaux de l'Europe occidentale, c'était un empire politique qui absorbait des nouveaux territoires afin de renforcer sa puissance militaire et politique et élargir son périmètre de sécurité. L'élite de l'Empire russe a été ouverte pour les aristocraties locales, pour lesquelles une place souvent disproportionnée a été réservée. On ne peut pas quand même dire que la possession des colonies outre-mer était la caractéristique nécessaire pour toute puissance européenne. Ici on trouve des points communs entre la Russie et la Monarchie des Habsbourgs ou l'Empire suédois. On peut remarquer bien souvent des autres caractéristiques communes de la Russie et de l'Europe centrale ou de l'Europe du Nord qui ne sont pas présentes en Italie, Espagne et Portugal. Cela confirme l'unité et la diversité de la civilisation européenne et la nécessité de réunir au sein de l'Europe de demain tous les pays qui en font partie, de l'Islande au Chypre et de l'Atlantique au Pacifique, en paraphrasant l'idée gaullienne. On ne peut pas séparer les territoires de deux côtés de l'Oural qui sont unis de points de vue politique, économique et culturel et, même géographiquement, les montagnes d'Oural sont les montagnes basses et ne peuvent pas représenter une

²³ Αδάαδία, Αέάεñάέ, Δίññέέñέάγ ίάοέίτáέüίάγ έάάγ έ άίάφίγγί ίέέδδέά, ί ÍÍÓ, ί ñέάά, 1998.

telle ligne de séparation. Le premier pas vers cette nouvelle définition de l'Europe politique et culturelle est fait par le Conseil de l'Europe, une seule organisation pan-européenne.

Selon cette logique l'Europe unie ne peut sans doute pas être accomplie sans l'intégration de la Russie. L'Europe a connu deux longues périodes de la paix et de la stabilité. La période de la guerre froide a été fondée sur l'équilibre bipolaire de deux alliances adversaires avec les puissances militaires comparables. L'autre fois la stabilité en Europe a été fondée sur le «concert européen» d'après le Congrès de Vienne de 1815. La caractéristique principale était l'équilibre multipolaire entre les puissances européennes et la coopération dans la gestion des crises. Cette expérience ainsi que l'expérience de l'intégration de l'Allemagne à l'Union européenne et à l'OTAN doivent être prises en considération. L'intégration de la Russie en système collective européenne est pour cela indispensable. Pour l'heure le système européen de sécurité ne peut pas être construit sans les Etats-Unis. Les Etats-Unis ne sont pas un pays européen mais la puissance européenne en tant que la seule superpuissance mondiale. Mais la Russie est un pays européen et une puissance régionale. Samuel Huntington réfère à la Russie comme à la puissance de deuxième niveau, aussi qu'au condominium franco-allemand, à la Chine et à l'Inde. Ces puissances, selon lui, sont prééminents dans ses régions mais ne sont pas capables d'élargir ces intérêts et capacités dans le monde entier.²⁴ C'est-à-dire il y a trois centres de puissance en Europe : les Etats-Unis en tant qu'une puissance globale, l'Union européenne autour de l'axe franco-allemand et la Russie. Voilà pourquoi seul le système fondé sur l'équilibre coopératif de ces trois centres sera viable et stable.

Ici, Sergueï Kortunov propose des pas suivants pour accomplir ce système :

1. La modernisation profonde de l'OTAN, c'est-à-dire la transformation de l'alliance militaire au noyau de la future organisation euro-atlantique pour la maintenance de paix. La Russie est prête de devenir membre d'une telle organisation.
2. La formalisation des relations OTAN – Russie. Le système efficace de sécurité ne peut pas exister sans la Russie et ceci est admis par l'Ouest.

²⁴ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

3. L'élargissement de cette nouvelle organisation euro-atlantique avec la participation de la Russie²⁵.

« Si le but de l'OTAN est la consolidation de la démocratie, Moscou doit recevoir une invitation », écrit à ce propos F. Zakaria.²⁶

Il faut constater que l'OTAN a effectué les pas dans la direction opposée. Les groupes d'intérêt qui n'ont pas pour but la construction du système de sécurité efficace et stable en Europe mais par contre l'instabilité et la confrontation ont gagné le pari et la chance a été ratée. L'élargissement de l'OTAN à l'est et le refus de donner le statut d'un traité juridiquement obligatoire à l'Acte fondateur OTAN - Russie le confirment.

2.3. Implications du conflit yougoslave.

L'action de l'OTAN en Yougoslavie a été effectuée en violation du droit international ainsi que des principes sur lesquels l'Alliance a été fondée. L'OTAN a renoncé à l'utilisation de ses forces armées dehors de sa zone de responsabilité sauf le cas de l'attaque armée contre un des membres de l'Alliance et aux actions militaires offensives de grande échelle. L'article 6 du Traité de l'Atlantique Nord²⁷ donne la définition d'une attaque armée contre une ou plusieurs des parties signataires, ce qui n'était pas le cas au Kosovo. Sergueï Karaganov dans son article «L'Alliance dégénérée» affirme que l'OTAN «n'est pas notre (pour les Russes - *M.B.*) ennemi, mais il faut arrêter sa transformation en gendarme international, qui agit hors la loi, c'est-à-dire en gangster international»²⁸. L'action de l'OTAN a provoqué la catastrophe humanitaire de grande échelle. Cette catastrophe n'a pas été arrêtée avec la suspension des bombardements et l'occupation du Kosovo par les troupes alliées, mais elle est entrée en deuxième phase caractérisée par l'exode massif des Serbes, Gitanes et autres minorités nationales, ainsi que des Albanais loyaux aux autorités yougoslaves.

²⁵ Εἰσοδήματα, Νόμοι, Ἐπισημοποιήσεις ἀποδοθέντες ἀπὸ τὴν ἑπίσημη ἔνταξη, Ἰ. Π. Ο., Ἰ. Ν. Α., 1998.

²⁶ Zakaria, Fareed, «Can Russia Join, Too?», Newsweek, le 4 mai 1998.

²⁷ Manuel de l'OTAN, Bruxelles, 1996, p. 253.

²⁸ Καθάρσεις, Νόμοι, «Ἐπισημοποιήσεις ἀποδοθέντες ἀπὸ τὴν ἑπίσημη ἔνταξη», Ἰ. Ν. Α., no. 16, 1999.

Les résultats de cette action militaire ont montré l'imperfection du système européen de sécurité et la nécessité de réformes. L'échec écrasant des partis sociaux-démocrates au pouvoir en Allemagne et Grande Bretagne aux élections européennes ainsi que le succès inattendu de la droite républicaine en France (Pasqua – de Villiers), qui a désapprouvé l'agression contre Yougoslavie, en font preuve.

Par certains analystes ce conflit a été expliqué dans la logique huntingtonienne comme la réalisation de contradiction entre le monde occidentale et le monde orthodoxe. Pour les autres, les pays européens se sont laissés manipuler et même ce conflit représente l'affrontement entre, d'un côté les civilisations européennes occidentale et slave orthodoxe, et de l'autre, les Etats-Unis. Cette dernière opinion a été tout de suite baptisée «ultra-réactionnaire»²⁹ même si son principe n'est pas différent de la conception de Huntington avec une autre ligne de clivage entre les civilisations.

D'autre part ces événements ont donné raison aux thèses réalistes et néoréalistes. Selon l'analyse systémique de Kenneth Walz³⁰, la politique étrangère des Etats est déterminée par les équilibres entre les grandes puissances, qui peuvent prendre une forme multipolaire comme lors du «concert européen» au XIXe siècle ou bipolaire comme entre les Etats-Unis et l'Union soviétique durant la guerre froide. Kenneth Walz affirme que la nature de régimes politiques, leur politique étrangère et leur rapports de coopération internationale ne déterminent pas la nature de leur position née de leurs interactions systémiques. K. Walz et les néoréalistes considèrent la guerre comme la conséquence d'un déséquilibre au sein du système international. La guerre en Yougoslavie est devenue possible dans la situation déséquilibrée quand le système bipolaire a été détruit sans être remplacé par un nouveau «concert européen». Ceci est admis même par Samuel Huntington dans son nouvel article³¹ où il parle d'un hybride étrange, système uni- multipolaire comme de modèle pour la politique internationale contemporaine.

²⁹ «Confusion», *Aujourd'hui*, le 14 mai 1999.

³⁰ Walz, Kenneth, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.

³¹ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

Le conflit yougoslave a montré également l'importance de l'aspect économique dans la politique internationale. Les intérêts de l'industrie américaine d'armement ont joué le rôle important dans la motivation de cette action de l'OTAN. D'autre part le Fond monétaire international est devenu l'instrument de la politique étrangère des Etats-Unis et a été utilisé afin d'acheter la loyauté des certains pays de l'Europe de l'Est et des Balkans. «On peut acheter la politique étrangère d'un pays, ce que font les Etats-Unis avec ceux de la région, non ses rêves ou sa mémoire», - écrit à ce propos Régis Debray dans sa «Lettre d'un voyageur au président de la République». ³² Selon un politologue bulgare Kharalan Alexandrov c'est l'impérialisme dans sa forme nouvelle, quand 95% du peuple bulgare est strictement opposé aux bombardements mais le gouvernement doit les accepter. ³³ «Les Etats-Unis avaient cru acheter le silence de Moscou, ou sa neutralité, avec les milliards de dollars du FMI », c'est l'opinion de Pascal Décaillet, rédacteur en chef adjoint d'un hebdomadaire suisse. ³⁴

2.4. Problèmes et contradictions du nouveau système de la sécurité européenne.

Le modèle de la sécurité européenne à la veille de la troisième millénaire souffre des plusieurs défauts et contradictions. Ce modèle est fondé sur la domination de l'OTAN, d'une alliance militaire qui était créée dans les conditions du monde bipolaire. L'éclatement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie a enlevé son «raison d'être», mais n'a pas été suivi par sa transformation positive. Même l'alliance des pays démocratiques a besoin d'une menace extérieure pour sa viabilité. Une seule possibilité sans reproduire de nouvelles divisions, méfiances et menaces s'avère la création d'un système collectif de sécurité fondé sur la coopération de toutes les puissances régionales. Malgré la disparition de la menace extérieure on n'a pas réussi de créer un tel système collectif à cause de la manque de bonne volonté d'y inclure la Russie.

³² Debray, Régis, «Lettre d'un voyageur au président de la République», *Le Monde*, le 13 mai 1999.

³³ Llozd, John, «Fighting talk is lost on Russians», *Financial Times*, le 25 mai 1999.

³⁴ Décaillet, Pascal, «Kosovo, la piste russe», *L'Hebdo*, no 15, le 15 avril 1999.

L'intégration de la Russie dans une Europe en voie de l'unification correspondait à la logique gaullienne d'une Europe s'entendant «de l'Atlantique à l'Oural», selon Gilbert Achcar.³⁵ Il continue que «l'homme qui avait décidé de retirer la France de la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1966, pour la soustraire à l'hégémonie de Washington, aurait probablement prôné la dissolution de l'Alliance après 1991 au profit d'une sécurité euro-atlantique gérée dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et s'appuyant sur un système de défense européen. Il se sera fixé pour objectif l'intégration à terme de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est, y compris et surtout la Russie, dans l'Union européenne».³⁶

Néanmoins, la décision opposée a été prise par l'administration américaine de Bill Clinton, celle appuyée par les «réalistes» dans l'élite de la politique extérieure américaine comme Zbigniew Brzezinski et Henry Kissinger. Cette décision a prévu l'élargissement de l'OTAN à l'Est, en incluant trois pays de l'Europe centrale: la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, et la mise en écart de la Russie, l'action couverte par les documents et déclarations d'importance minimale, qui ne sont pas juridiquement obligatoires, comme l'Acte fondateur OTAN – Russie.

Cette logique est expliquée dans l'article récent de Samuel Huntington «La puissance solitaire»³⁷. La dissolution de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie en 1990-1991 a mis fin à l'équilibre bipolaire, représenté par deux coalitions dominées par deux puissances mondiales. Ce système n'a été remplacé par un autre système équilibré ni au niveau mondial ni en Europe. Les Etats-Unis sont devenus une seule puissance avec les ambitions mondiales. Les dépenses militaires américaines s'élèvent à 270 milliards de dollars par an et dépassent les dépenses militaires de la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la Chine et le Japon ensemble.³⁸ Quant à la Russie, ces dépenses militaires en 1998 ne sont que 14 milliards de dollars.³⁹ Néanmoins la position des Etats-Unis dans le monde est loin d'être celle de l'Empire romain. Samuel Huntington définit cette situation comme un système uni- multipolaire, un

³⁵ Achcar, Gilbert, «Toujours plus à l'Est», *Le Monde diplomatique*, avril 1999.

³⁶ Ibid.

³⁷ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

³⁸ Gasteyger, Curt, «Krankes Russland, starke USA», *Finanz und Wirtschaft*, le 13 mars 1999.

³⁹ Αδάαδôîâ, Àëâëñâé, Ðîññèέñêäÿ íàðèííàèüíäÿ èäâÿ è áíâîíÿÿ î íèèðèêà, Ì Í Î, Ì ñêââ, 1998.

étrange hybride avec une puissance mondiale et plusieurs puissances régionales majeures y compris le couple franco-allemand et la Russie. Le troisième niveau est composé de puissances régionales secondaires y compris la Grande Bretagne par rapport au condominium franco-allemand et l'Ukraine par rapport à la Russie.

Le système uni- multipolaire, selon Samuel Huntington, n'est pas un système préférable pour les acteurs principaux de la scène internationale. Les Etats-Unis préfèrent le système unipolaire, dominé totalement par eux mais les autres puissances peuvent poursuivre mieux ces intérêts dans le cadre d'un système multipolaire. Les partisans de la domination américaine plaident pour l'augmentation des dépenses militaires de 50%, mais cette option n'est pas acceptable pour la majorité de la population américaine. D'autre part la coopération entre les puissances régionales, les idées de la création des triangles stratégiques comme Russie – Chine – Inde enquêtent les promoteurs du leadership américain. L'introduction de l'euro et la création de l'armée européenne peuvent renforcer la puissance de l'Union européenne et créer le contreponds économique et militaire aux Etats-Unis. C'est pourquoi ils doivent chercher des moyens d'affaiblir ces mouvements de l'intégration régionale. Pour ceux qui veulent voir les Etats-Unis en qualité d'une seule puissance mondiale entier il est important de maintenir l'OTAN dominée par les Etats-Unis.

En même temps l'Europe poursuit ces efforts pour la création d'un pilier européen de l'OTAN et pour l'institutionnalisation de sa politique extérieure et de sécurité commune. Le traité de Maastricht envisage expressément une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) pour tous les pays signataires. Le traité d'Amsterdam donne à l'Union européenne la capacité juridique de mener «les missions de Petersberg» : se sont les missions humanitaires, de rétablissement et de maintien de la paix et de force dans le cadre de la gestion de crise. Selon Armand de Decker, le président de la commission de la Défense de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), il serait logique d'intégrer l'UEO, utile pour ces acquis juridiques et opérationnels, au sein de l'Union européenne.⁴⁰

⁴⁰ Eggs, Michel, «Une défense européenne exige la fin des armées nationales», *Tribune de Genève*, le 11 mai 1999.

Néanmoins, les initiatives de constituer une défense européenne commune hors de l'OTAN rencontrent l'hostilité claire du Royaume-Uni. Samuel Huntington donne une explication à ce phénomène. Selon lui les Etats-Unis et les puissances régionales secondaires ont des intérêts communs à limiter la domination des puissances régionales majeures dans leurs régions. «Les relations spéciales des Etats-Unis avec la Grande Bretagne fournissent le levier contre la puissance émergée de l'Europe unie». ⁴¹

Même l'accord sur le principe d'un système de défense européenne au sein de l'OTAN conclu à Berlin les 3 et 4 juin 1996 n'a pas laissé place pour l'indépendance européenne dans la matière de défense, selon Paul-Marie de la Gorce. ⁴² Dans cet accord il s'agit de formation des groupements de forces multinationaux (GFIM) sous commandement européen, qui pourraient être rattachés à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et agir sans participation américaine. Néanmoins l'emploi éventuel de ces GFIM dépendrait de l'accord préalable des instances atlantiques, c'est-à-dire des Etats-Unis. «Bref, ces forces «européennes» n'agiraient que si les Etats-Unis le voulaient et dans les cas où ils souhaiteraient pas engager ces propres forces», affirme Paul-Marie de la Gorce. ⁴³ Même le Concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense, adopté le 9 décembre 1996 à Nuremberg proclame la pérennité indéfinie et intouchable de l'OTAN comme «garantie indispensable pour la stabilité et la sécurité de l'Europe». ⁴⁴ C'est-à-dire non seulement l'hostilité britannique mais aussi les réserves allemandes et des autres pays font l'obstacle sur la voie de formation de la défense européenne et du monde multipolaire. Armand de Decker écrit à ce propos : « Il faut que les Européens comprennent que plus aucune de leurs armées n'opérera sous un pavillon national. Les vrais opérations de gestion de crise sont menées conjointement. Les Etats-Unis dépensent 250 milliards de dollars pour la défense, les Quinze, ensemble, près de 200 milliards. D'un côté, on a la plus grande

⁴¹ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

⁴² La Gorce, Paul-Marie de, «Quand l'Europe refuse une défense européenne», *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ *Le Monde*, le 30 janvier 1997.

puissance de monde, de l'autre le plus grand désastre stratégique qui soit... ». ⁴⁵ Il affirme la nécessité de la création du quatrième pilier au sein de l'Union européenne, celui de la défense commune, ce serait l'UEO sous contrôle du Conseil des ministres de l'Union européenne. Il constate donc qu'il faut séparer la politique étrangère commune et la politique de la défense.

Les événements en Yougoslavie donne raison aux ces conclusions. «Les pays européens se laissent manipuler ; c'est consternant. Tout est organisé, dirigé par la main américaine. Les Européens n'ont aucun contrôle sur les cibles de l'OTAN», selon Armand de Decker. ⁴⁶ L'action de l'OTAN est dans la ligne logique suivie par Samuel Huntington. ⁴⁷ L'Union européenne et l'euro sont les défis les plus importants à l'hégémonie américaine et le bombardement par l'OTAN d'un pays au centre de l'Europe a posé des problèmes pour la crédibilité politique de l'Union européenne et pour la stabilité de l'euro. Armand de Decker affirme que «les dégâts collatéraux, politiques, très profondes qui sont causés aujourd'hui reposeront, demain, quasi exclusivement sur les épaules des Européens». ⁴⁸

Pour l'heure les partisans de la domination des Etats-Unis en Europe réussissent de poursuivre son scénario. L'intégration de l'Union de l'Europe occidentale en tant que quatrième pilier au sein de l'Union européenne n'a pas été effectuée à cause de l'opposition britannique. L'élargissement de l'OTAN à l'Est a manifesté clairement la conception américaine de la sécurité en Europe. Cet élargissement, selon Paul-Marie de la Gorce ⁴⁹, signifiait une extension de la zone dont les Etats-Unis s'assuraient le contrôle. La préoccupation de Washington était d'éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'est de l'Europe, et, par conséquent, l'éventuelle formation d'une nouvelle zone de l'influence russe. Néanmoins Washington a insisté sur un élargissement limité aux trois pays en se méfiant que l'ensemble plus large

⁴⁵ Eggs, Michel, «Une défense européenne exige la fin des armées nationales», Tribune de Genève, le 11 mai 1999.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.

⁴⁸ Eggs, Michel, «Une défense européenne exige la fin des armées nationales», Tribune de Genève, le 11 mai 1999.

⁴⁹ La Gorce, Paul-Marie de, «L'OTAN aux portes de la Russie», *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

serait plus difficile à contrôler. C'est pourquoi l'adhésion de la Russie à l'OTAN ne peut pas s'accommoder à cette stratégie.

Samuel Huntington affirme que la politique globale après une ou deux décennies de l'existence du monde uni- multipolaire entrera une véritable multipolarité de XXI^e siècle. Ici on peut se référer aux idées susmentionnées de «l'intégration à terme de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est, y compris et surtout la Russie, dans l'Union européenne»⁵⁰, et les étapes de la transformation et de l'élargissement de l'OTAN proposées par Serguei Kortunov.⁵¹

Des nombreux analystes s'expriment en faveur de la construction d'un système de sécurité européenne sans création de nouveaux risques et de nouvelles lignes de séparation en Europe. Parmi eux les auteurs du projet «Vers une nouvelle communauté démocratique » présenté par Strategy Group of the Bertelsmann Foundation. Ce projet prévoit la constitution de la communauté démocratique englobant l'Europe, y compris la Russie, les Etats-Unis, le Canada et le Japon. Un tel organisme devrait s'appuyer sur l'expérience des institutions existantes comme G8, l'OSCE, l'Union européenne et l'OTAN. Le groupe propose une structure de la nouvelle organisation et une liste de ces principaux objectifs.⁵²

La formation de trois pôles «du monde occidental. Washington tout autant que Bruxelles et Moscou » est proposée par Alexandre Adler. Selon lui l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne et à l'Union de l'Europe occidentale pourrait donner à eux le climat nécessaire de sécurité sans produire des problèmes liés à l'élargissement de l'OTAN, et puis «l'OTAN devrait, dans ces conditions, être renégociée comme un partenariat entre deux entités, l'Amérique du Nord et l'Union européenne, ... , chacun entre eux doté d'une responsabilité propre,

⁵⁰ Achcar, Gilbert, «Toujours plus à l'Est», *Le Monde diplomatique*, avril 1999.

⁵¹ Voir pp. 12 – 13 de ce travail.

⁵² Alison, Graham, Karl Kaiser et Serguei Karaganov, «Towards a New Democratic Commonwealth», *Transition*, le 7 mars 1997.

mais solidaires. ... Ensemble post-soviétique devrait avoir vocation à rejoindre, comme troisième pôle d'un véritable triangle de forces, cette nouvelle alliance». ⁵³

L'idée de la création d'un pareil système collectif pan-européen de sécurité est avancée par Charles A. Kupchan. ⁵⁴ Il propose la création d'une Union Atlantique constituée de l'Union européenne, l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale. Les membres de ces trois organismes interviendraient en qualité des fondateurs et on pourrait envisager l'extension de cette Union sur l'Europe centrale, la Russie et des autres pays de l'ex-URSS.

Il faut aussi s'adresser à l'expérience historique qui peut aider à la création du système collectif européen de sécurité. Il s'agit du système du «concert européen» qui a été établi après la défaite de Napoléon et lors du Congrès de Vienne de 1815.

2.5. Etude de cas. La République slovaque.

La fin des régimes communistes en Europe centrale et orientale a été suivie par la dissolution du Pacte de Varsovie et, donc, du système bipolaire de sécurité. Plus d'états et d'acteurs non-étatiques ont commencé de jouer les rôles dans la formation de la sécurité européenne. La particularité de l'Europe centrale est l'absence des grands états parmi eux. L'Europe centrale se représente comme l'ensemble des états petits et moyens avec le potentiel limité des matières premières et avec les économies en transition.

La situation internationale des pays de l'Europe centrale est pratiquement identique. Ils sont les membres de l'Initiative centre-européenne, de l'Association centre-européenne de libre-échange, de l'OSCE, du Partenariat pour la Paix. Ils ont les accords d'association avec l'Union européenne. Les caractéristiques communes sont aussi la proximité historique et culturelle, la situation comparable dans la transition politique et économique.

⁵³ Adler, Alexandre, «Elargir l'OTAN? Un objectif difficile mais impératif pour ne pas voir resurgir une nouvelle guerre froide», *Courrier international*, no. 323, 9-15 janvier 1997.

⁵⁴ Kupchan, Charles A., «Reviving the West», *Foreign Affairs*, mai - juin 1996.

Les nouveaux risques qui ont apparus après le chut de communisme sont suivants:

1. La résurgence de nationalisme, l'escalade des conflits ethniques et régionaux;
2. Les tentatives de changement des frontières existantes;
3. L'internationalisation de la criminalité organisée, du terrorisme et de la contrebande des drogues;
4. Prolifération des armes et des matériels nucléaires;
5. La migration illégale ou non-controlée;
6. Les conflits ethniques, inter-régionaux ou la dégradation économique dans les pays proches;
7. Les problèmes liés à l'importation des matières premières;
8. Dégradation de l'environnement, catastrophes technologiques.

Selon M. Ferenc Gazdag, directeur de l'Institut hongrois d'études de sécurité et défense,⁵⁵ les pays de l'Europe centrale ont eu quatre possibilités dans le domaine de la sécurité et de la défense.

L'option nord-atlantique est supportée par la majorité au sein des élites politiques dans tous les quatre pays de Visegrad. Il est vrai que pour l'heure l'OTAN est une seule structure réelle de sécurité et de défense en Europe. M. Ferenc Gazdag décrit des bénéfices pour les pays de l'Europe centrale en cas de l'adhésion à l'OTAN. Selon lui l'adhésion des pays de l'Europe centrale accroît le niveau général de sécurité en Europe centrale et augmente la possibilité de participation dans la prise de décision concernant la sécurité européenne pour ces pays. L'élargissement de l'OTAN accomplit le processus de l'intégration de la République fédérale d'Allemagne aux structures euro-atlantiques et met ses relations avec ses voisins de l'est dans le cadre multilatéral, qui est plus avantageux pour les petits pays. Cet élargissement signifie le passage des pays de l'Europe centrale de la «zone grise» à la communauté qui défend les valeurs de la démocratie, la liberté et l'économie de marché. De point de vue militaire cette adhésion accélère la modernisation de l'armée et probablement baisse les dépenses militaires. La partie budgétaire pour la défense n'est plus un problème uniquement interne mais la question de participation dans le budget de l'alliance.

⁵⁵ Gazdag, Ferenc, *The Visegrad countries towards NATO*, Budapest, Institute for Strategic and Defence Studies, 1997.

L'inclusion dans le système de la coopération dans le domaine de l'industrie militaire ouvre des possibilités pour l'industrie locale et baisse les dépenses militaires. La professionnalisation de l'armée devient mieux accessible.

On peut voir en référant à la chapitre précédente que plusieurs affirmations de M. Gazdag sont contestables. L'absence du vide de sécurité (ou de la «zone grise») en Europe centrale est prouvée par Michael Mandelbaum dans son ouvrage⁵⁶. On ne peut pas moderniser l'armée et baisser les dépenses militaires simultanément ainsi qu'on ne peut pas voir en rose les perspectives de l'industrie militaire, car les nouveaux membres de l'OTAN seront obligés de réarmer ses forces militaires par l'équipement de provenance des Etats-Unis.

L'option ouest-européenne est présentée par l'intégration des pays de l'Europe centrale à l'Union européenne et à l'Union de l'Europe occidentale. Cette option est plus acceptable par l'opinion publique des pays de l'Europe centrale. D'autre par elle emmène l'échelle plus large et plus conceptualisée des solutions dans le domaine de sécurité, elle ajoute l'intégration économique à la stabilité politico-militaire. Le point faible de cette option est présenté par l'absence des capacités militaires de la part de l'Union de l'Europe occidentale. D'autre part seulement les pays européens qui sont à la fois membres de l'Union européenne et de l'OTAN peuvent être membres plénipotentiaires de l'Union de l'Europe occidentale.

L'option de neutralité est critiquée par M. Gazdag comme une option inefficace et chère. D'autre part la plupart des pays neutres (Autriche, Suède, Finlande) sont membres de l'Union européenne donc ils ne sont pas neutres politiquement.

L'option centre-européenne est la quatrième option proposée par M. Gazdag. Cette option est hors de la discussion après l'adhésion de la République tchèque, Pologne et Hongrie à l'OTAN.

La Slovaquie se trouve géographiquement au croisement de l'Europe, entourée par des nations plus grandes, et à la confluence des différents courants culturels, politiques et

⁵⁶ Mandelbaum, Michael, *The Dawn of Peace in Europe*, A Twentieth Century Fund, New York, 1996.

religieux. Ce fait détermine la position géographique cruciale d'un point d'intersection qui relie la Russie, la Turquie et la Méditerranée orientale à l'Europe occidentale et du Nord.

Pour les petites nations ou "nations numériquement faibles", selon la terminologie de F. Wehrlé⁵⁷, il est particulièrement important dans quel environnement international elles se trouvent. Lorsque la nation slovaque était située au croisement de l'Europe, sa position géographique, ainsi que celle de ces voisins tchèques, a attiré la convoitise des puissances extérieures. Les Slovaques se trouvent sous domination magyare pendant un millénaire, ils sont touchés par l'occupation turque de la Hongrie après la bataille de Mohacs en 1526 et son terroir fait une partie de cœur de la "Hongrie royale" jusqu'à 1699.

Les Slovaques s'unissent avec les Tchèques après l'éclatement de l'Empire austro-hongrois, pas seulement grâce à leur proximité slave, mais, pratiquement, parce que leur union politique était vue par les élites comme le moyen de protection de ces deux peuples des voisins plus grands, et d'assurer leurs propres développements internes. Plus tard, pendant la deuxième guerre mondiale, les Slovaques obtiennent un état quasi-indépendant, mais, en réalité, ils subissent le joug des Nazis. Entre 1948 et 1989, ils se trouvent encore une fois dans un état commun avec les Tchèques sous l'emprise de l'Union soviétique: l'indépendance formelle mais la domination réelle du Kremlin. Ici, comme toujours, ils essayent de survivre face à une menace de destruction nationale et d'assimilation de leur culture au sein d'une culture plus large.

La chute de communisme en 1989, et "le divorce à l'amiable" avec les Tchèques, en citant Jacques Rupnik⁵⁸, ouvrent la nouvelle page de l'histoire. Certain facteur d'équilibre a été perdu, pour les Slovaques, les conséquences de la dislocation de l'Union soviétique et la peur historique de la menace magyare sont devenues les facteurs cruciaux de la politique internationale et intérieure.

⁵⁷ Frédéric Wehrlé, *Le divorce tchéco-slovaque*, Paris, 1994.

⁵⁸ Jaques Rupnik, *La Tchéco-Slovaquie en 1992*, Paris, 1993.

Néanmoins la nouvelle situation a ouvert la possibilité de chercher les bénéfices possibles. Les conseillers du gouvernement de Jozef Moravcik ont écrit en 1995 dans leur rapport: "La situation géopolitique de la Slovaquie offre l'espace très profitable parce qu'elle peut atteindre les meilleurs effets avec peu d'investissements directs, par exemple, par rapport à la Hongrie. La dette de la Slovaquie est plus petite que celle de la Hongrie, et la Slovaquie offre l'espace relativement plus profitable pour l'investissement étranger. La situation de la République slovaque permet la création d'un centre de commerce international, qui lie la Russie à l'Ouest et vice versa, afin que les partenaires de l'Est et de l'Ouest puissent faire toutes les négociations à mi-chemin. C'est possible aussi de créer une banque mixte russo-slovaque, qui, dans une première étape garantirait les transactions financières du commerce entre la Russie et la Slovaquie, et aux prochaines étapes, les transactions importantes du commerce entre la Russie et l'Ouest"⁵⁹.

Les particularités de la situation de sécurité pour la République slovaque sont les suivants:

1. La présence d'une minorité hongroise importante au sud de la Slovaquie;
2. Les relations tendues avec la Hongrie;
2. La frontière avec un des états de la Communauté des états indépendants (l'Ukraine);
3. La dépendance quasi-totale de l'importation des matières premières de la Russie;
4. L'importance de l'énergie nucléaire, l'industrie lourde et autres entreprises de haute risque environnemental.

L'impact des problèmes énergétiques, provoqué par les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1980, a contribué à élargir les critères de la sécurité au-delà des seuls aspects militaires. Depuis cette période on parle ainsi de sécurité énergétique et de géopolitique de l'énergie. Dans la sphère d'énergie la Slovaquie dépend d'importations pour plus que 80% (en 1995) de ces besoins primaires d'énergie. Le pétrole est pratiquement entièrement exporté de la Russie. La Slovaquie produit 5% de ces besoins de gaz, le reste est importé de la Russie. Le programme nucléaire de la Slovaquie est ambigu, malgré les difficultés produit par l'augmentation des coûts du projet, et la pression antinucléaire de l'Autriche.

⁵⁹ Miloš Žiak, "Chybajúca idea statu", *SME*, 21 juillet 1995.

Les risques environnementaux posent aussi les problèmes sérieux pour la sécurité de la République slovaque. Le problème de Gabčíkovo - Nagymarosz était lancé en juillet 1993 quand la Slovaquie et la Hongrie se sont mises d'accord de soumettre le dispute au Court Internationale de La Haye⁶⁰. Les autres questions importantes sont posées sur les standards de la sécurité nucléaire en Slovaquie. En novembre 1995 le ministre autrichien de l'environnement M. Barterstein a dit que l'Autriche sera d'accord pour une adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne si elle garantit la sécurité des stations nucléaires selon les standards de l'Union européenne⁶¹. L'Union européenne demande la clôture de la station de Jaslovske Bohunice vers l'an 2000. Ce qui concerne Mochovce, il y a aussi des aspects défavorables qui doivent être corrigées.⁶²

On a mentionné les caractéristiques géographiques et historiques communes de la République slovaque avec les autres pays de l'Europe centrale qui forment le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque). Ces caractéristiques principales ainsi que la situation internationale générale après la guerre froide ont défini le contenu du concept de la politique de défense et de sécurité de la République slovaque. L'objectif principal de cette politique est de garantir sa souveraineté, son intégrité territoriale, sa sécurité, sa stabilité sociale et sa prospérité économique. La République slovaque envie de réaliser cet objectif comme un membre d'une communauté des états démocratiques européennes. Les préconditions et les buts de la sécurité nationale sont définies dans le document «Les objectifs et les fondements principaux de la sécurité nationale» adopté par le Conseil national de la République slovaque le 21 juin 1996. Ces objectifs sont suivants :

- les garanties de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale, ainsi que des frontières internationalement reconnues ;
- la création du système complexe de sécurité et de défense de l'état, compatible avec le système européen de sécurité ;

⁶⁰ *Czech and Slovak Politics*, juillet 1993.

⁶¹ *Czech and Slovak Politics*, novembre 1995.

⁶² Pour les détails techniques voir *Energy Economist*, janvier 1995, et Leah D. Wedmore, "The Political Cost of Mochovce", *Transition*, vol. 1, no. 10, 23 juin 1995.

- la création des conditions de l'intégration graduelle de la Slovaquie aux structures et aux institutions européennes politiques, économiques et de sécurité ;
- la participation active dans la promotion de la paix et de la stabilité dans le monde entier et dans la construction du nouveau modèle de la sécurité européenne ;
- le développement de bonnes relations amicales avec les pays voisins, la création d'une base législative pour l'approfondissement de la coopération multilatérale ;
- l'amélioration de toutes les sphères de la vie publique, le respect pour les garanties constitutionnelles, les droits de l'homme, les libertés civiles, les droits des minorités ethniques ;
- le développement de la démocratie, la construction de l'état de droit, la création des conditions pour le fonctionnement de l'économie de marché et de la prospérité économique ;
- les garanties de la sécurité individuelle et la sauvegarde des intérêts de la société.

Selon ce document, la République slovaque est un petit pays avec le potentiel limité de se défendre. C'est pourquoi la Slovaquie doit chercher les alliés et la meilleure solution est la participation dans un système de défense collective. En développant cette logique le gouvernement slovaque a proclamé dans son programme le but de l'intégration à l'Alliance de l'Atlantique Nord, comme le seul système effectif existant. Cette idée fait également partie de la Doctrine de défense de la République slovaque, adoptée le 30 juillet 1994 par le parlement slovaque. Le point principal de cette doctrine est la participation de la République slovaque et de ces forces armées dans le programme Partenariat pour la Paix. Cette participation influence la logique entière de la construction du système de la défense et de sa transition du modèle individuel au modèle collectif. La doctrine montre aussi la nécessité de transformation de l'armée de la République slovaque afin de construire une armée relativement petite, moderne, bien équipée et accomplir les précondition pour l'adhésion graduelle à l'OTAN.

Déclaration de programme du gouvernement slovaque du janvier 1995 affirme le but à achever l'intégration de la République slovaque à l'OTAN et à l'Union de l'Europe occidentale. L'intérêt de la République slovaque pour l'adhésion à l'OTAN est lié à sa volonté de participer dans la sauvegarde du système de valeurs dont l'intégration de l'Europe occidentale a été fondée et garantir son intégration aux structures économiques et politiques de l'Europe occidentale. La conception de la construction

et de la transformation de l'armée slovaque correspond à son but de devenir dans le futur le membre d'un système de la défense collective, notamment de l'OTAN et elle a été divisée en trois étapes. Après la troisième étape (1998-2000) l'armée de la Slovaquie du point de vue militaire doit être prête à adhérer au système de défense collective. Le rôle important dans cette préparation est joué par la participation de la République slovaque dans le programme «Partenariat pour la Paix ». Ce programme donne la possibilité d'approfondir la coopération entre les pays de l'Europe centrale et orientale dans la matière de la maintenance de paix ainsi que la compatibilité de leurs forces armées avec les forces de l'OTAN. Une partie importante de ce processus est la participation de la République slovaque dans les exercices multilatéraux avec la participation des pays de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix. Il faut aussi mentionner la coopération bilatérale avec les pays membres de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix (PpP).

3. Conclusions. Vers la sécurité démocratique du XXI^e siècle.

Le problème principal de la sécurité européenne de l'après-guerre froide n'est pas exprimé par le vide de sécurité en Europe centrale mais par l'absence de l'équilibre institutionnel en Europe en général. Dans ce cadre l'élargissement de l'OTAN à l'Est en incluant trois pays de l'Europe centrale s'avère non-constructif et inutile. Cet élargissement a été critiqué par les figures remarquables de la politique américaine. Pour certains comme pour le sénateur Sam Nunn la ligne logique de ce processus a été perdue. Même les experts appartenant à la ligne dure de l'époque réaganienne, comme Paul Nitze, se sont trouvés parmi les opposants. Il a estimé que l'élargissement de l'OTAN pouvait conduire vers une nouvelle guerre froide. Michael Mandelbaum, ancien partisan de l'élargissement et l'expert en politique extérieure, a affirmé qu'il n'y avait pas de vide de sécurité en Europe centrale et que l'élargissement de l'OTAN à l'Est pouvait créer l'instabilité. Pour George F. Kennan l'élargissement de l'OTAN est l'erreur la plus fatale de la politique américaine.

D'autre part la volonté des élites et d'une partie de population d'adhérer à une alliance militaire efficace qui proclame la défense des valeurs attractives de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, est bien compréhensible. Néanmoins l'élargissement qui a été effectué représente l'approche très sélective, même de double standard, tant que tous les pays européens ont droit pour la sécurité. L'action de l'OTAN en Yougoslavie a montré que le double standard existe aussi dans le domaine de la défense des droits de l'homme. Elle a aussi montré que le principe réaliste de la *balance of power* prévalait sur les buts proclamés de l'alliance militaire.

Pour l'Europe centrale et pour la République slovaque en particulier la sécurité n'est pas définie dans les termes de l'adhésion de l'OTAN, de la neutralité ou de la création d'une autre structure sub-régionale mais elle dépend avant tout de la création d'un système collectif de sécurité qui englobe le continent entier. Ceci n'est pas possible sans la participation de la Russie, de l'Ukraine, de la Yougoslavie, des autres pays européens qui sont pour le moment exclus de la construction de l'Europe de sécurité. Les conditions favorables pour le développement d'un tel système ne peuvent être réunies que dans le cadre de l'équilibre multipolaire. C'est-à-dire la création d'une

Europe de défense en intégrant l'Union de l'Europe occidentale au sein de l'Union européenne en tant que quatrième pilier est indispensable. Il faut également maintenir le statut de la puissance européenne attribué aux Etats-Unis.

Le succès de l'intégration économique et monétaire de l'Union européenne lié à l'introduction de l'euro et le recouvrement économique en Russie vont accélérer la transformation du monde uni- multipolaire, en utilisant la terminologie de Samuel Huntington, en véritable système multipolaire. Le partenariat entre deux pôles de la civilisation européenne et celui de l'Amérique du Nord sera indispensable afin de maintenir la paix, la stabilité et la prospérité économique dans le monde entier.

Bibliographie

Ouvrages

1. Roche, Jean-Jacques, *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrestien, Coll. Clefs, 1999, 154 p.
2. Kennedy, Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1991, 726 p.
3. Mandelbaum, Michael, *The Dawn of Peace in Europe, A Twentieth Century Fund*, New York, 1996, 209 p.
4. Senarclens, Pierre de, *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1998, 218 p.
5. Àđáàòíâ, Æëñâć, *Đíññèéñêàÿ íàöèíàëüíàÿ èäÿ è âíâíÿÿ ï îëèòèèà, Ì ÍÍÔ, Ì ññêàà*, 1998.
6. Êíððóíâ, Ñããâć, *Èì ï ðññèèà àì áèöèè è íàöèíàëüíà è íðãñú, Ì ÍÍÔ, Ì ññêàà*, 1998.

Articles

1. Adler, Alexandre, «Elargir l'OTAN? Un objectif difficile mais impératif pour ne pas voir resurgir une nouvelle guerre froide», *Courrier international*, 9-15 janvier 1997.
2. Aguirre, Mariano, «L'OTAN au service de quelle sécurité», *Le Monde Diplomatique*, avril 1996.
3. Albright, Madeleine, «Granice wolności. Dlaczego większe NATO będzie lepsze», *Rzeczpospolita*, le 19 janvier 1997.
4. Achcar, Gilbert, «Toujours plus à l'Est», *Le Monde diplomatique*, avril 1999.
5. Arbatov, Alexei, «Eurasia Letter: A Russian-U.S. Security Agenda», *Foreign Policy*, automne 1996.
6. Balasz, Judit, «Regional Development and Peace in Europe», *Balkan Forum*, mars 1996.
7. Bradley, Bill, «Eurasia Letter: A Misguided Russia Policy», *Foreign Policy*, hiver 1995-1996.

8. Brzezinski, Zbigniew, «NATO : the Dilemmas of Expansion», *The National Interest*, Washington, no. 53, automne 1998.
9. Clover, Charles, «Dreams of the Eurasian Heartland. The Reemergence of Geopolitics», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.
10. Connors, Stephen, David G. Gibson and Mark Rhodes, «Caution and Ambivalence Over Joining NATO», *Transition*, le 11 août 1995.
11. Davidson, Ian, «In the fast line», *Financial Times*, le 19 février 1997.
12. Eggs, Michel, «Une défense européenne exige la fin des armées nationales», *Tribune de Genève*, le 11 mai 1999.
13. Fisher, Sharon, «Slovakia's Foreign Policy Since Independence», *RFE/RL Research Report*, le 10 décembre 1993.
14. Fisher, Sharon, «Treaty Fails to End Squabbles Over Hungarian Relations» *Transition*, le 9 juin 1995.
15. Friedman, Thomas L., «Sorry, You're Still Wrong on NATO Expansion», *International Herald Tribune*, le 25 mars 1997.
16. Gasteyger, Curt, «Krankes Russland, starke USA», *Finanz und Wirtschaft*, le 13 mars 1999.
17. Haglund, David G., «NATO's Expansion and European Security After the Washington Summit – What Next », *European Security*, Vol. 8, No. 1, printemps 1999.
18. Harries, Owen, «The Collapse of 'The West'», *Foreign Affairs*, septembre - octobre 1993.
19. Huntington, Samuel, «L'Occident et le choc des civilisations», *Défense nationale*, avril 1996.
20. Huntington, Samuel, «The West Unique, Not Universal», *Foreign Affairs*, novembre - décembre 1996.
21. Huntington, Samuel, «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, mars - avril 1999.
22. Jenkins, Simon, «The new escalation», *The Times*, le 19 février 1997
23. Joxe, Alain, «Menaces improvisées de l'OTAN», *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.
24. Kaiser, Karl, «Reforming NATO», *Foreign Policy*, été 1996.
25. Kennan, George F., «NATO Expansion Would be a Fateful Blunder», *International Herald Tribune*, le 6 février 1997.

26. Kostecki, Wojciech, «Security Arrangements for East-Central Europe», *Balkan Forum*, décembre 1996.
27. Krimm, Roland, «L'OTAN et la Russie tournent la dernière page de l'Europe de Yalta», *Journal de Genève*, le 15 mai 1997.
28. Kupchan, Charles A., «Reviving the West», *Foreign Affairs*, mai - juin 1996.
29. La Gorce, Paul-Marie de, «Quand l'Europe refuse une défense européenne», *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.
30. La Gorce, Paul-Marie de, «Retour honteux de la France dans l'OTAN», *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.
31. La Gorce, Paul-Marie de, «L'OTAN aux portes de la Russie», *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.
32. La Gorce, Paul-Marie de, «La Russie sous la pression de l'Occident», *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.
33. La Gorce, Paul-Marie de, «Failles et contradictions du nouveau système de sécurité occidentale», *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.
34. Lansford, Tom, «The Triumph of Transatlanticism: NATO and the Evolution of European Security After the Cold War», *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 22, No. 1, mars 1999.
35. Lesko, Marian, «Proti základnemu zaujmu štatu», *SME*, le 16 mai 1997.
36. McCalla, Robert B., «NATO's persistence after the cold war», *International Organization*, été 1996.
37. Migaš, Juraj, «Miesto krajín strednej Európy v novej bezpečnostnej architektúre», *Medzinárodné otázky*, no. 2, 1996.
38. Novotný, Pavel et Stanislav Drahný, «Obranné výdaje ÈR nedostačujú», *Lidové Noviny*, le 9 mai 1997.
39. Palata, Liboš, «Vznika evropský systém bezpečnosti», *DNES*, le 10 mai 1997.
40. Pehe, Jiří, «Argumenty pro a proti referendu o NATO», *Lidové Noviny*, le 25 février 1997.
41. Pesko, Marcel, «Sučasna situácia v oblasti regionalnej bezpečnostnej spolupráce v Európe a jej budúcnosť», *Medzinárodné otázky*, no. 2, 1996.
42. Rehak, Lubomir et Viktor Kirillov, «Slovakia as a New Factor in European Politics», *International Relations*, août 1995.
43. Rosner, Jeremy D., «NATO Enlargement's American Hurdle», *Foreign Affairs*, juillet - août 1996.

44. Rudolf, Peter, «The USA and NATO Enlargement », *Aussenpolitik*, vol. 47, no. 4, 1996.
45. Sherr, James, «Development of Relations between NATO and Central European Countries», *Polska w Europie*, 1994.
46. Smolar, Aleksander, «Nic o nas bez nas», *Rzeczpospolita*, les 22-23 février 1997.
47. Szymanowski, Maciej et Jaroslav Spurný, «Opereta se špatným libretem», *Respect*, no. 40, 1996.
48. Tsygankov, Andrei P., «Hard-Line Eurasianism and Russia's Contending Geopolitical Perspectives», *East European Quarterly*, XXXII, no. 3, automne, 1998.
49. Wagrowska, Maria, «Zdażanie do zlotego ośrodk», *Rzeczpospolita*, le 25 février 1997.
50. Wedmore, Leah D., «The Political Costs of Mochovce», *Transition*, le 23 juin 1995.
51. Williams, Kieran, «The Magyar Minority in Slovakia», *Regional & Federal Studies*, printemps 1996.
52. Wlachovský, Miroslav, «Armada SR a narodná bezpečnosť», *dans Slovensko 1997*, IVO, Bratislava, 1998.